

AperTO - Archivio Istituzionale Open Access dell'Università di Torino

La France et le duché de Savoie au début du XVIIe siècle

This is a pre print version of the following article:

Original Citation:

Availability:

This version is available <http://hdl.handle.net/2318/1509149> since 2016-06-23T11:18:33Z

Publisher:

- (L'Harmattan)

Terms of use:

Open Access

Anyone can freely access the full text of works made available as "Open Access". Works made available under a Creative Commons license can be used according to the terms and conditions of said license. Use of all other works requires consent of the right holder (author or publisher) if not exempted from copyright protection by the applicable law.

(Article begins on next page)

LA FRANCE ET LE DUCHÉ DE SAVOIE AU DÉBUT DU XVII^e SIÈCLE

I. DE LA GUERRE À L'ALLIANCE

AU DÉBUT DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE, les rapports entre le duché de Savoie et la France restaient tendus, même si la paix de Lyon était signée depuis 1601. La perte du marquisat de Saluces constituait un échec difficile à accepter pour la France. L'annexion des territoires savoyards de la Bresse, du Bugey, du Valromey et de Gex ne parvenaient pas à compenser une telle perte. Après plusieurs années de guerre la France était exclue dans les faits des affaires italiennes ; pour cette raison le traité de Lyon fut reçu sans aucun triomphalisme, même Charles-Emmanuel I^{er} de Savoie l'accepta à contrecœur¹.

Lyon toutefois eut un rôle important dans la définition des équilibres politiques en Italie et en Europe. La paix était en effet la conséquence directe de celle de Vervins de 1598, qui avait privé le duc du soutien espagnol, en le poussant à

¹ L'historiographie française n'a pas accordé beaucoup d'attention à cet événement, autant dans les ouvrages de synthèse, comme par exemple Le Roy Ladurie E., *L'État royal. De Louis XI à Henri IV (1460-1610)*, Paris, Hachette, 1987, que dans les monographies consacrées à Henri IV, comme par exemple Garrisson J., *Henri IV*, Paris, Seuil, 1984. Dans la tradition italienne, l'appréciation de cette paix a longtemps été marginalisée par une vision idéologique qui considérait la conquête de Saluce comme le signe prophétique de la destinée « nationale » de la dynastie de Savoie ; à ce sujet voir Carutti D., « Il marchesato di Saluzzo, Carlo Emanuele I e il trattato di Lione », in *Studi Saluzzesi* (Biblioteca della Società Storica Subalpina, X), Pinérol, Chiantore, 1901, p. 3-20). Sous le fascisme l'interprétation nationaliste est devenue majoritaire, si bien que la politique savoyarde a été interprétée comme une anticipation du *Risorgimento*. On a amorcé un changement de perspective seulement à partir des années 1960. Cf. Quazza R., « Vicende politiche e militari del Piemonte dal 1553 al 1773 », in Gribaudo D., Levi M.A., Brezzi P., Quazza R., Cognasso F. *et al.*, *Storia del Piemonte*, vol. I, Turin, Casanova-Famija Piemonteisa di Roma, 1960, p. 201. Sur le climat culturel évoqué, voir Ricuperati G., « Lo stato sabaudo e la storia da Emanuele Filiberto a Vittorio Amedeo II. Bilancio di studi e prospettive di ricerca », in Ricuperati G., *I volti della pubblica felicità. Storiografia e politica nel Piemonte settecentesco*, Turin, Meynier, 1989, p. 22-35. Une lecture de la paix dans une perspective « savoïarde » a été formulée par Marini L., « Réne de Lucinge, signore des Allymes. Le fortune savoïarde nello Stato sabaudo e il trattato di Lione (1601) », *Rivista Storica Italiana*, LXVII, 1955, p. 125-147 e 334-365.

chercher un accord avec le roi Très-chrétien². La paix de Vervins et la mort de Philippe II ouvrirent la porte à l'hégémonie espagnole, et firent de la France, enfin réunie sous Henri IV, une puissance émergente, prête à intervenir sur le front italien. La perte de Saluces lui enlevait quand même une base d'appui fondamentale dans la péninsule, si bien que dans les trois décennies suivantes la monarchie s'efforça de récupérer et de sauvegarder de nouvelles positions stratégiques en Italie.

Pendant la première décennie du XVII^e siècle, les orientations politiques du Piémont furent plutôt fluides. L'échec de l'escalade de Genève en 1602 ne fut pas la conséquence de la frustration ressentie par le duc Charles-Emmanuel I^{er} à la suite des résultats de la paix de Lyon. Elle relevait en réalité de sa volonté de rompre son isolement diplomatique par un geste éclatant, en affirmant son rôle de champion du catholicisme et d'allié privilégié de la papauté, comme il l'avait déjà fait lors de l'invasion de Saluces (1588) et de la Provence (1590)³.

Le rapprochement de l'Espagne dès 1603, avec l'envoi de ses trois fils à la cour de Philippe III, était une pratique courante ayant l'objectif de réunir liens personnels, affrontements politiques et négociations diplomatiques⁴. Jusqu'en 1605 Charles-Emmanuel I^{er} réfléchissait à une succession au trône ibérique pour son fils aîné, Philippe-Emmanuel, tandis que pour ses filles, il veillait aux

² Un cadre d'ensemble des relations hispano-savoyardes dans la deuxième moitié du XVI^e siècle est fourni par Merlin P., « Spagna e Savoia nella politica italiana ed europea da Cateau-Cambrésis a Vervins (1559-1598) », in Martínez Millán J. (dir.), *Felipe II (1527-1598). Europa y la Monarquía Católica*, vol. I, t. 2, Madrid, Parteluz, 1998, p. 513-529.

³ À ce propos, cf. Merlin P., « Saluzzo, il Piemonte, l'Europa. La politica sabauda della conquista del marchesato alla pace di Lione », in Fratini M. (dir.) *L'annessione sabauda del marchesato di Saluzzo tra dissidenza religiosa e ortodossia cattolica (XVI-XVIII)*, Turin, Claudiana, 2004, p. 15-61 ; Merlin P., « À la conquête d'un royaume. L'expédition de Provence de Charles-Emmanuel de Savoie (1590-1592) », in Barelli H. (Ed.), *Nice et son comté, 1590-1680*, t. I, *Témoignages, récits et mémoires*, Nice, Mémoires Millénaire Editions, 2012, p. 45-54. Sur la figure et la politique de Charles-Emmanuel I^{er} voir : Castronovo V., *Dizionario Biografico degli Italiani*, Rome, Istituto italiano dell'Enciclopedia italiana, vol. XX, 1977, p. 326-340 ; Rosso C., « Il Seicento », in Merlin P., Rosso C., Symcox G., Riciperati G. (dir.), *Il Piemonte Sabauda. Stato e territori in età moderna, Storia d'Italia*, vol. VIII, t. I, Torino, UTET, 1994, p. 173-219. Pour une restitution des événements politiques et diplomatiques il est toutefois encore indispensable de consulter Ricotti E., *Storia della monarchia piemontese*, Florence, Barbera, 1865, vol. III-IV. Cf. également Raulich I., *Storia di Carlo Emanuele I*, Milan, Hoepli, 1896-1902, 2 voll. Un bilan historiographique du duc, qui de son vivant fut déjà l'objet d'interprétations controversées, a été fait par Riciperati G., « Carlo Emanuele I : il formarsi di un'immagine storiografica dai contemporanei al primo Settecento », in Masoero M., Mamino S., Rosso C. (dir.), *Politica e cultura nell'età di Carlo Emanuele I : Torino, Parigi, Madrid*, Florence, Olschki, 1999, p. 3-21. Sur la cour ducal cf. Merlin P., *Tra guerre e tornei. La corte sabauda nell'età di Carlo Emanuele I*, Turin, SEI, 1991. Une biographie récente du duc, vue surtout depuis la France est proposée par Gal S., *Charles-Emmanuel de Savoie. La politique du précipice*, Paris, Payot, 2012.

⁴ Sur le séjour espagnol des princes voir Del Río Barredo M.J., « El viaje de los príncipes de Saboya a la corte de Felipe III (1603-1606) », in Bianchi P., Gentile L.C., *L'affermarsi della corte sabauda. Dinastie, poteri, élites in Piemonte e Savoia fra tardo medioevo e prima età moderna*, Turin, Zamorani, 2006.

opportunités avec l'Empire, où il était urgent de régler la question de la succession de Rodolphe II⁵.

Les nombreux visages de la diplomatie piémontaise de ces années-là sont bien exprimés par le *Testament politique* écrit en 1605 par Charles-Emmanuel à l'intention du nouvel héritier à la couronne, Victor-Amédée I^{er}, dans lequel il envisageait plusieurs alliances possibles. Comme l'on sait, les résultats de la politique matrimoniale du duc furent plus modestes. On célébra en 1608 les doubles noces des Savoie-Gonzague et des Savoie-Este en 1608, déplaçant ainsi le centre d'intérêt de l'État piémontais vers les autres territoires italiens.

L'année 1608 représente aussi un tournant pour les relations entre le Piémont et la France. Jusqu'à ce moment, l'intérêt du duc avait surtout été celui de renverser les accords de Lyon et de délégitimer le pouvoir monarchique, en favorisant les luttes intestines et le mécontentement des grands seigneurs du royaume, selon une tactique déjà expérimentée auparavant et qui était revenue sur le devant de la scène avec l'affaire Biron en 1602. Mais à partir de 1608 Charles-Emmanuel I^{er} changea de stratégie et décida de s'allier à Henri IV, dans le but d'élargir le duché vers la Lombardie et Gênes. D'ailleurs l'alliance signée par les traités de Bruzolo en avril 1610 prévoyait entre autres le mariage entre la fille aînée du roi et le prince du Piémont⁶. Le duc affirma publiquement son choix en faveur de la France, en attaquant violemment les principaux représentants du parti espagnol à la cour, comme le prouve la condamnation à mort en 1608 de Charles de Simiane, seigneur d'Albigny, noble ligueur qui, de surcroît, était son beau-fils, et le marquis de Pianezza⁷.

Les accords franco-piémontais s'inscrivaient dans le contexte délicat de l'Italie du Nord, où les équilibres étaient troublés alors par une série de crises secondaires qui impliquaient, non sans inquiétude de la part de Madrid, des réalités étatiques petites et moyennes comme Correggio, Modène, Parme et d'autres zones de frontière, comme les fiefs impériaux de la Riviera dans la

⁵ Voir Merlin P., « I Savoia, l'Impero e la Spagna. La missione a Praga del conte di Luserna tra assolutismo sabauda, superiorità imperiale e interessi spagnoli », in Martínez Millán J., González Cuerva R. (dir.), *La Dinastía de los Austria. Las relaciones entre la Monarquía Católica y el Imperio*, vol. II, Madrid, Ediciones Polifemo, 2011, p. 1211-1244.

⁶ Sur ce traité, voir Barraja E., *Bruzolo in Val di Susa e il trattato del 1610*, Turin, Tip. della Gazzetta del Popolo, 1911. Marconcini F., « I trattati di Bruzolo », *Segusium*, II, 1965, p. 74-134. Merlin P., « Il Trattato di Bruzolo e la politica sabauda negli equilibri del primo Seicento », *id.*, XLVII, 2010, p. 13-19.

⁷ À ce sujet voir Merlin P., *Tra guerre e tornei*, cit., p. 112. Sur les factions de cour, voir Merlin P., « Seguir la fazione di sua Maestà Cattolica'. Il partito spagnolo nella corte di Savoia tra Cinque e Seicento », in Martínez Millán J., Rivero Rodríguez M. (dir.), *Centros de Poder Italianos en la Monarquía Hispánica (siglos XV-XVIII)*, vol. I, Madrid, Ediciones Polifemo, 2010, p. 247-265.

région de Gênes⁸. Tout cela se déroulait pendant que l'Espagne menait une politique de conservation de son *status quo* dans la péninsule, et où l'État de Milan évoluait du rôle de *llave de Italia* (la clé d'Italie) vers celui de *el corazon de la monarquia*, c'est à dire le pivot de l'hégémonie espagnole en Europe⁹.

Dans le cadre de sa perspective européenne, Henri IV souhaitait créer un front contre les Habsbourg, dirigé par la France, attribuant un rôle secondaire au Piémont par des actions ponctuelles, visant à diviser les forces du roi catholique. La politique extérieure de la France se développait ainsi sur deux axes complémentaires, destinés à se maintenir aussi à l'avenir, l'Italie étant considérée surtout comme un front utile pour engager l'Espagne dans l'aire méditerranéenne, en la distrayant du nord du continent.

II. UNE ENTENTE TOURMENTÉE

L'échec de l'axe franco-piémontais, à cause de la mort inattendue d'Henri IV, détermina un brusque changement de cap de la part de Charles-Emmanuel I^{er}, qui s'approcha à nouveau de l'Espagne. En effet il considérait la régente Marie de Médicis comme un allié peu fiable, car elle était décidée à maintenir la paix avec la monarchie catholique. En 1615, le double mariage des princesses, échangées sur la Bidassoa : d'une part Élisabeth de Bourbon qui épousa le futur Philippe IV, et d'autre part Anne d'Autriche, qui fut unie à Louis XIII, contribua à cette paix.

Tout cela n'amoindrit pas vraiment la popularité du prince piémontais en France même pendant la première guerre du Montferrat, éclatée en 1613. À cette occasion, de nombreux capitaines transalpins vinrent combattre sous les insignes du duc, et il faut rappeler ici que le maréchal de Lesdiguières fut alors l'un des partisans de la maison de Savoie qui s'efforça de convaincre le jeune Louis XIII d'intervenir dans les affaires italiennes en faveur du duché¹⁰.

⁸ Sur les problèmes concernant le « Reichsitalien » voir Schnettger M., Verga M., *L'Impero e l'Italia nella prima età moderna*, Bologne, Il Mulino, 2006 ; Cremonini C., Musso R. (dir.), *I feudi imperiali in Italia tra XV e XVIII secolo*, Rome, Bulzoni, 2010 ; Schnettger M., « La maison de Savoie et le Saint-Empire à l'époque moderne », in Ferretti G. (dir.), *De Paris à Turin. Christine de France duchesse de Savoie*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 127-146.

⁹ Voir Gonzalez R., Cuerva, « Italia y la Casa de Austria en los prolegomenos de la Guerra de los Treinta Años », in Martínez Millán J., Rivero Rodríguez M. (dir.), *Centros de Poder Italianos*, cit., p. 415-480.

¹⁰ Sur ce personnage voir Gal S., *Lesdiguières. Prince des Alpes et connétable de France*, Grenoble, PUG, 2007.

Pendant ces années-là, Turin et Paris se rapprochent progressivement. L'action diplomatique du comte de Verrua Philibert-Gérard Scaglia, l'un des plus influents personnages de la cour turinoise, y contribua¹¹. Il décida de lier sa famille au service ducal, en choisissant une orientation favorable à la France portée ouvertement par le gouvernement ducal. Cette stratégie fut maintenue pendant plusieurs années par ses fils Auguste et Alexandre, ce dernier mieux connu sous le nom d'abbé Scaglia, l'un des plus brillants ambassadeurs de l'époque¹². Ce fut grâce aux efforts de Verrua et du prince Maurice de Savoie, le cardinal destiné à devenir le protecteur de France auprès de la curie romaine, que l'accord franco-savoyard en 1619 déboucha sur le mariage de l'héritier au trône ducal Victor-Amédée et Christine de Bourbon¹³.

En 1620, les relations entre la France et le Piémont semblaient désormais solides et pouvaient compter, en Italie, sur l'appui de la République de Venise¹⁴. Certes, il y avait toujours une méfiance réciproque, due au caractère turbulent de Charles-Emmanuel I^{er}, à cette époque engagé dans un politique tout azimut, qui l'avait poussé à prendre des contacts avec l'Angleterre de Jacques I^{er} et les princes allemands afin de soutenir sa propre candidature au trône de Bohême.¹⁵ Quoi qu'il en soit, les rapports avec l'Espagne avaient été recomposés à la fin de la guerre du Montferrat, si bien qu'à Madrid le duc pouvait compter sur un « agent » de marque tel le prince Emmanuel-Philibert¹⁶.

Par ailleurs, la suprématie espagnole traversait un moment difficile. La disgrâce du duc de Lerma et la faible direction du nouveau favori, le duc d'Uceda, déterminaient une politique incertaine, qui laissait les portes ouvertes aux possibles « proconsuls » qui représentaient en Italie l'autorité de la monarchie catholique (Bedmar, Osuna, Fuentes)¹⁷. Cette situation se fit encore plus difficile à la

¹¹ Cette figure mériterait une étude approfondie. Pour une première analyse, voir Merlin P., *Tra guerre e tornei*, cit., p. 67 et 110-111.

¹² Voir à ce propos Osborne T., *Dynasty and Diplomacy in the Court of Savoy. Political culture and the Thirty Years's War*, Cambridge, Cambridge UP, 2002.

¹³ Sur le cardinal voir Randi L., *Il principe cardinale Maurizio di Savoia*, Florence, 1901.

¹⁴ Sur l'attitude politique de la Sérénissime à cette époque, voir Andretta S., *La repubblica inquieta. Venezia nel Seicento tra Italia ed Europa*, Rome, Carocci, 2000.

¹⁵ À ce propos voir Kleinman R., « Charles-Emmanuel I and the Bohemian election of 1619 », *European Studies Review*, n°5, 1975, p. 3-29. Sur la stratégie suivie par le duc, voir Quazza R., « La politica di Carlo Emanuele I durante la guerra dei Trent'Anni », in *Carlo Emanuele I. Miscellanea*, Società Storica Subalpina, Turin, 1930, I, p. 1-45.

¹⁶ Voir le jugement élogieux du prince donné en 1620 par l'ambassadeur vénitien à Madrid Pietro Gritti, in Firpo L. (dir.), *Relazioni di ambasciatori veneti al Senato, tratte dalle migliori edizioni disponibili e ordinate cronologicamente*, Turin, Bottega d'Erasmus, 1965-1984, vol. IX, p. 527. Sur son rôle politique, voir Claretta G., *Il principe Emanuele Filiberto di Savoia alla corte di Spagna*, Turin, G. Civelli, 1872.

¹⁷ Sur la situation de la cour espagnole, cf. Merlin P., *Nelle stanze del re. Vita e politica nelle corti europee tra XV^e-XVIII secolo*, Rome, Salerno Editrice, 2010, p. 61 sq.

suite de la crise de la Valteline, culminée dans le *Sacro Macello* en juillet 1620. L'intervention de la France en faveur des Grisons suscita de nouveaux contrastes avec Madrid, qui furent cependant résolus en 1621 par un nouveau traité, grâce à la médiation du pape¹⁸.

Dans ces circonstances, Charles-Emmanuel garda une égale distance entre les deux puissances, en profitant de la position privilégiée d'allié potentiel des deux. Il ne faut pas oublier qu'en plus de la traditionnelle oscillation entre la France et l'Espagne, l'autre stratégie du Piémont était alors de se tourner vers l'Empire. Bien que celui-ci fût encore faible, il était destiné à revenir fortement sur le devant de la scène italienne. La question du Montferrat continuait d'ailleurs à diviser les cours de Vienne et Madrid, mais elle prit une dimension nouvelle lorsque la France s'y intéressa.

En effet, la nouveauté des années 1620 fut l'intérêt renouvelé de la France pour les questions italiennes, menaçant par la même occasion l'hégémonie solide des Habsbourg¹⁹. Ce qui contribua à changer le scénario italien et européen fut d'un côté la succession au trône de Philippe IV et l'affirmation d'Olivares, et de l'autre côté la mort du duc de Luynes, qui permit à Louis XIII d'entreprendre une politique autonome. La volonté du roi Très-chrétien de mener une stratégie de prestige, fondée sur la puissance militaire et sur l'expansion territoriale de la France déboucha, en 1623, sur une alliance avec la Savoie, Venise et les protestants suisses.

La crise de la Valteline restait ouverte, malgré la médiation du pape Urbain VIII, et ce fut alors que l'Espagne et la France cherchèrent en Angleterre un nouvel allié. Si les négociations pour le mariage entre l'Infante et le prince de Galles échouèrent, en revanche celles qui concernaient l'union entre le même prince et Henriette de Bourbon aboutirent. Le gouvernement savoyard joua un rôle important dans ces dernières, grâce au travail diplomatique de l'ambassadeur Alexandre Scaglia. À la même époque, l'arrivée au pouvoir de Richelieu remettait en question la domination des Habsbourg, exprimée par l'idée d'une prétendue « monarchie universelle ».

Le puissant ministre projeta tout de suite une alliance avec la couronne anglaise et avec le duc de Savoie. C'est ainsi que les noces entre son fils Thomas et

¹⁸ Sur ce sujet voir Signorotto G., « Aspirazioni locali e politiche continentali. La questione religiosa nella Valtellina del '600 », *Bollettino della Società di Studi Valdesi*, n° 177, 1995, p. 87-108 ; Borromeo A. (Ed.), *La Valtellina crocevia dell'Europa. Politica e religione nell'età della guerra dei Trent'anni*, Milano, Mondadori, 1998 ; Iseppi F., *Storia dei Grigioni. II, L'età moderna*, Bellinzzone, Edizioni Casagrande, 2000, p. 138-142.

¹⁹ Voir Ferretti G., « Au nom du droit (de conquête). La politique italienne de la France au XVII^e siècle », *La pierre et l'Écrit. Revue d'histoire et du patrimoine en Dauphiné*, n° 23, 2012, p. 101-125. Extenbrinck S., *Le Cœur du monde' – Frankreich und die norditalienischen Staaten (Mantua, Parma, Savoyen) im Zeitalter Richelieus 1624-1635*, Münster, Lit-Verlag, 1999.

Marie de Bourbon-Soissons furent proposées. Ce plan visait à favoriser des diversions militaires en Allemagne et en Italie, pour interrompre les communications espagnoles avec les Flandres.

En octobre 1624 à Suse un accord avec Charles-Emmanuel I^{er} fut stipulé, lequel demandait en échange de son intervention plusieurs territoires (non seulement la Lombardie, Gênes et le Montferrat, mais aussi Genève et les terres qu'il avait cédées à la France par la paix de Lyon)²⁰. La conséquence de ces accords fut l'attaque contre la République de Gênes, un geste qui rentrait dans ce qui est appelé « la diversion italienne », par laquelle Richelieu entendait distraire les forces espagnoles des frontières du Nord²¹.

Une fois la Valteline libérée de la domination espagnole et après avoir ainsi obtenu un important succès stratégique, le cardinal, inquiet de la menace huguenote dans le royaume, préféra chercher un accord avec l'Espagne, en souscrivant en mars 1626 le traité de Monzon. Par contre, en Europe du Nord les Espagnols avaient repris l'initiative grâce surtout aux victoires d'Ambrogio Spinola, qui avait occupé le Palatinat et soustrait aux Hollandais la place de Bréda. Charles-Emmanuel I^{er} dut ainsi contenir seul l'offensive du gouverneur de Milan, le duc de Féria qui était arrivé au secours des Génois et dut alors abandonner les conquêtes faites en Ligurie pour défendre les territoires de son duché.

Depuis longtemps les historiens ont souligné que pour Charles-Emmanuel I^{er} la paix de Monzon fut une étape fondamentale²². Déçu par la trahison française et se méfiant de l'Espagne, à partir de ce moment-là, le duc adopta une conduite pragmatique se proposant des objectifs à long terme, comme le Montferrat, dont les guerres antérieures avaient montré la vulnérabilité. D'autre part, il ne pouvait plus compter sur l'appui de Madrid ni de Paris, puisqu'en 1624 mourait à Palerme le prince Emmanuel-Philibert, qui venait d'être nommé vice-roi de Sicile, et en 1626 disparaissait également le duc de Lesdiguières.

Par le traité de Monzon, France et Espagne réaffirmèrent leur statut de grandes puissances en Europe, ainsi que leur rôle exclusif de garants de la stabilité territoriale italienne. Dans ce contexte, il ne restait plus au duc de Savoie que le choix de mener une politique 'opportuniste'. On comprend donc les contacts

²⁰ Voir le texte de l'accord in Duboin F.A., *Raccolta per ordine di materie delle leggi, editti, patenti, manifesti, eccetera, emanate negli Stati di terraferma sino l'8 dicembre 1798 dai Sovrani della Real Casa di Savoia, compilata dall'avvocato Felice Amato Duboin*, Turin, Davico e Picco, 1826-1869, 31 vol., t. XXIX, p. 159-160.

²¹ Sur le conflit entre la Savoie et Gênes, voir Costantini C., *La Repubblica di Genova*, Turin, UTET, 1986, p. 246-247 ; Bitossi C., *Il governo dei Magnifici. Patriziato e politica a Genova fra Cinque e Seicento*, Gênes, ECIG, 1990, p. 191-193.

²² Cf. Quazza R., *La politica di Carlo Emanuele I*, cit., p. 30.

renouvelés avec l'Angleterre, qui avait rompu les relations avec la France, et ceux avec les dissidents français (huguenots et grands du royaume), lesquels s'opposaient à l'action de renforcement de la monarchie poursuivie par Louis XIII et Richelieu.

III. DE CASAL À CHERASCO

En 1627 Charles-Emmanuel I^{er} ne savait pas vraiment s'il fallait donner suite à l'amitié avec la cour de France ou s'il valait mieux renforcer davantage ses liens avec la cour d'Espagne. Les deux couronnes lui avaient offert leur rôle de médiatrice dans le conflit avec Gênes qui toutefois resta sans solution. Cette situation changea brusquement en décembre avec la mort de Vincenzo II Gonzague, qui entama la lutte de succession aux duchés de Mantoue et de Montferrat.²³ Comme l'on sait Vincenzo II avait combiné le mariage entre sa nièce Marie et Charles de Rethel, fils de Charles-Gonzague-Nevers vassal du roi Très-chrétien. La décision fut invalidée par le grand-père maternel de la princesse, Charles-Emmanuel I^{er}.

Autant l'Empire que l'Espagne s'opposèrent au choix fait par Vincent, qui ouvrait à l'influence française une partie de l'Italie d'où la monarchie transalpine avait été depuis longtemps exclue. Plus précisément, au centre de la plaine du Pô, où existaient une série de petits États qui étaient fondamentaux pour les équilibres stratégiques de la péninsule. En mars 1628 l'empereur Ferdinand II déclara la réquisition des grands fiefs des Gonzague, tandis que les Espagnols attaquaient Casal, défendue par les troupes franco-mantouanes²⁴. De son côté le prince piémontais, après avoir souscrit des accords avec Gonzalo de Cordoba, gouverneur de Milan, conquiert une partie du Montferrat et essaya de fomenter une révolte populaire à Gênes, sous la direction du noble Jules-César Vachero.

La deuxième guerre du Montferrat constitua une césure nette dans la politique suivie jusqu'alors par Charles-Emmanuel I^{er}, lequel avait essayé depuis 1610 de construire un large front d'opposition aux Habsbourg. En outre, la question de la succession de Mantoue prit une dimension européenne et le centre de la

²³ Sur ce sujet sont toujours essentielles les recherches de Quazza R., *Mantova e Monferrato nella politica europea alla vigilia della guerra per la successione, 1624-1627*, Mantoue, 1922 et Quazza R., *La guerra per la successione di Mantova e del Monferrato, 1628-1631*, Mantoue, 1926, 2 vol.

²⁴ Sur le rôle stratégique du Montferrat, voir Oresko R., Parrott D., « The sovereignty of Monferrato and the citadel of Casale as European problems in the early modern period », in Ferrari D., Quondam A. (dir.), *Stefano Guazzo e Casale tra Cinque e Seicento*, Rome, Bulzoni, 1997, p. 11-86 ; Raviola B.A., « Madrid, Viena, Mantua y Turin. Relaciones diplomaticas entre cortes y lugares de poder en torno a las guerras del Monferrato », in Martinez Millan J., Gonzalez Cuerva R. (dir.), *La Dinastia de los Austria*, cit., II, p. 953-972.

politique continentale se déplaça pendant quelques années en Italie, au point que les historiens ont considéré la guerre de succession de Mantoue et du Montferrat comme une période à part entière dans la guerre de Trente Ans²⁵.

Si dans un premier temps le gouvernement français, encore engagé dans la révolte huguenote de La Rochelle, ne réussit pas à y intervenir d'une façon efficace, la chute de la citadelle en 1628 permit à la France de surmonter les difficultés internes et de se proposer avec une vigueur renouvelée sur le versant italien. Ici, la situation stagnait, parce que Casal continuait à résister au siège espagnol, tandis qu'à Madrid la méfiance envers Charles-Emmanuel I^{er} augmentait. Celui-ci subissait alors l'hostilité de grands États italiens (Florence, Gênes, Rome et Venise), préoccupés par l'expansion excessive du duché.

La crainte que les deux grandes puissances puissent trouver un accord excluant la Savoie, comme aux temps de Monzon, amena Charles-Emmanuel I^{er} à renouveler ses tentatives pour déstabiliser la France, en alimentant avec l'Espagne le mécontentement des adversaires extérieurs et internes de Louis XIII, depuis l'Angleterre jusqu'aux ducs de Rohan, de Bouillon et d'Orléans. La possession des terres occupées au Montferrat était d'ailleurs rendue incertaine à cause des difficultés que rencontrait l'Espagne, engagée aussi contre les Hollandais, à maintenir son effort sur plusieurs fronts de guerre. La conclusion des hostilités entre Londres et Paris représenta un coup dur pour les espérances du Piémont et laissa le duché exposé aux attaques de la France.

En mars 1629 l'armée française traversa les Alpes et descendit en Piémont où elle surmonta la résistance de l'armée ducal, près de Suse. Après la bataille, les deux parties signèrent un accord qui fit entrer le Piémont dans l'orbite française²⁶. Charles-Emmanuel I^{er} renonça aux prétentions sur le Montferrat, en échange de récompenses territoriales et financières. Il s'engageait non seulement à laisser ouverte la route vers Casal, mais aussi à remettre en garantie à la France la ville et le château de Suse. Les accords furent complétés en mai 1629 avec l'accord de Bussoleno²⁷. C'était la première victoire de ce qu'on appela la « politique des portes » du cardinal de Richelieu, visant à créer en Italie ses bases stratégiques à partir desquelles la France pouvait intervenir pour contrôler les équilibres de la péninsule²⁸.

²⁵ Quazza R., *La politica di Carlo Emanuele I*, cit., p. 31-32.

²⁶ Le texte est in Duboin F.A., *Raccolta per ordine di materie delle leggi*, cit., t. XXIX, p. 165-171.

²⁷ *Ibid.*, p. 172-174.

²⁸ Sur cette question voir Ferretti G. « La politique italienne de la France et le duché de Savoie au temps de Richelieu », *Dix-septième siècle*, janvier 2014, n° 262, volume consacré à *Christine de France et son siècle*, dirigé par Ferretti G., p. 9-12 ; Externbrink S., « L'Espagne, le duc de Savoie et les 'portes'. La politique italienne de Richelieu et Louis XIII », in Ferretti G., *De Paris à Turin. Christine de France duchesse de Savoie*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 21-40.

Mais le duc s'interrogeait face à la lenteur de la réaction des Espagnols, qui ne savaient pas s'il fallait transformer en guerre ouverte les tensions avec les Français en Italie, ou concentrer leurs efforts contre la Hollande et l'Union évangélique allemande. En réalité, le fait nouveau fut l'intervention de l'Empire qui, plus d'un siècle après la descente des Lansquenets à Rome (1527), décida d'envoyer une armée dans la péninsule. La nomination parallèle d'Ambrogio Spinola au poste de gouverneur de Milan était le signe que l'Espagne aussi voulait reprendre l'initiative contre la France.

Plus récemment les chercheurs ont souligné la portée historique de l'intervention de l'Empire, qui introduisait sur la scène politique italienne un élément très important, destiné à équilibrer et à remplacer, sur une longue période, la séculaire domination des *Austrias* (Habsbourg)²⁹. La descente des Impériaux sous la direction du comte de Collalte, en juillet 1629, fut déterminante pour les affaires de la péninsule. Les troupes attaquèrent Mantoue, ce qui poussa l'Espagne à intensifier son effort militaire afin de résoudre la question de Casal. Entre temps la diplomatie savoyarde cherchait à organiser un large front d'opposition à la France, comprenant l'Empire, l'Espagne et l'Angleterre.

L'arrivée à Milan d'Ambrogio Spinola ne changea pas la suite des actions militaires, puisque Casal et Mantoue continuaient à résister. On se trouva ainsi dans une situation d'équilibre des forces qui favorisait les tentatives de pacification soutenues par le pape, grâce à la médiation du jeune légat Jules Mazarin. Cela donna la possibilité à la France de préparer soigneusement une contre-attaque qui commença au mois de janvier 1630, lorsque les troupes royales avançaient sur le Piémont sous la direction de Richelieu, qui demanda le passage à Charles-Emmanuel I^{er}. Le duc se trouva seul face aux Français, puisque les Espagnols hésitèrent à le secourir. Par ailleurs, les Espagnols se méfiaient du prince savoyard ; et s'ils n'arrivaient pas à soumettre Casal, ils préféraient chercher un accord avec Nevers, plutôt que de laisser au Piémont les terres occupées. Charles-Emmanuel I^{er} n'avait plus qu'un seul choix : continuer à prendre des risques et mener, comme disait Romolo Quazza, « un jeu dangereux, en essayant d'arracher aux adversaires le plus grand nombre possible des concessions »³⁰. Toutefois, en mars 1630, les Français rompirent la trêve souscrite antérieurement avec le duc et prirent la ville de Pignerol, lieu stratégique essentiel pour le contrôle des voies de communication entre la plaine piémontaise et les passages alpins.

²⁹ À ce propos voir Signorotto G., « Impero e Italia in Antico Regime. Appunti storiografici », in Cremonini C., Musso R. (dir.), *I feudi imperiali in Italia*, cit., 2010, p. 17-30 ; Cremonini C., « La mediazione degli interessi imperiali in Italia tra Cinque e Seicento », in *ibid.*, p. 31-41.

³⁰ Quazza R., *La politica di Carlo Emanuele I*, cit., p. 42.

Les marges de manœuvre de la diplomatie s'amenuisaient de plus en plus, étant donné la perspective d'une guerre ouverte entre les grandes puissances européennes, qui luttaient moins pour la juridiction du Mantouan et du Montferrat que pour la suprématie en Italie. Les tentatives d'Alexandre Scaglia de convaincre Madrid et Vienne de mener des diversions sur le Rhin et sur la frontière des Pyrénées furent complètement inutiles. Ferdinand II renonça à attaquer la France, préférant attendre que la diète de Ratisbonne approuve l'élection de son fils au seuil impérial. En même temps, la régente des Flandres Isabelle d'Autriche déclarait ne pas vouloir impliquer le pays dans une nouvelle guerre. Encore une fois la nature composite de l'Empire espagnol empêchait son gouvernement de mener une politique cohérente, capable d'intégrer les exigences de ses territoires dans un seul dessein.

En juin 1630, l'invasion française de la Savoie augmenta les difficultés de Charles-Emmanuel I^{er}. Les troupes françaises fixées à Suse attaquèrent les troupes duciales situées à Avigliana, en obligeant le duc à se retirer vers Turin et Carmagnole. Le prince piémontais dut faire face seul encore une fois à l'ennemi, parce qu'autant les Espagnols que les Impériaux attendaient l'évolution de la situation allemande et l'issue des assauts des sièges de Casal et Mantoue.

La chute de Mantoue (juillet 1630) fut le tournant décisif de la crise italienne. L'Empire remporta une victoire prestigieuse, tandis que l'échec du siège de Casal fut pour l'Espagne une perte significative de réputation. Olivares était encore convaincu de pouvoir conquérir la capitale du Montferrat, il espérait que Charles-Emmanuel I^{er} soit capable de freiner les Français, mais le duc mourut à Savigliano (26 juillet 1630), en laissant l'État savoyard, déjà frappé par la peste, dans une situation politique et militaire chaotique.

Cette situation difficile fut héritée par son successeur Victor-Amedée I^{er} qui chercha un compromis avec les Français³¹. La mort d'Ambrogio Spinola (septembre 1630) convainquit l'Espagne que la conquête de Casal était désormais improbable et qu'il était nécessaire à tout prix de rétablir la paix dans la péninsule. Même au niveau européen il y avait des signes de distension : la diète avait décidé de désarmer les forces de la ligue catholique dirigées par Wallenstein et cherchait un accord avec Gustave-Adolphe de Suède afin d'empêcher son intervention en Allemagne.

Grâce à la médiation du pape, il fut décidé de souscrire une trêve en Italie. Elle constituait le prologue de longues négociations qui débouchèrent l'année suivante sur les traités de Cherasco.

³¹ La politique du duc est analysée par Rosso C., « Il Seicento », cit., p. 221-236. Le seul profil biographique est celui proposé par Foa S., *Vittorio Amedeo I*, Turin, Paravia, 1930.

IV. DANS L'ÉTAU DE LA FRANCE

Les décisions prises à la diète de Ratisbonne purent accélérer le processus de paix : le 13 octobre fut signé l'accord entre l'Empire et la France³². L'accord incluait aussi la question du Montferrat. À Charles Gonzague de Nevers fut attribuée l'investiture impériale, alors que la dynastie de Savoie, s'engageant à renoncer à toute autre prétention, aurait eu les terres déjà attribuées par le traité franco-savoyard en mars 1629, en plus de celles indiquées par le plénipotentiaire impérial et les ministres français. En même temps, tous les partis étaient obligés de libérer les terres occupées pendant la guerre.

Les historiens savent que la paix de Ratisbonne ne fut pas appréciée par les différents gouvernements. Richelieu ne reconnut pas le travail de ses émissaires, et après quelques incertitudes Olivares aussi fut convaincu que l'accord favorisait les Français. Ces derniers continuaient à occuper Casal, Suse et Pignerol, même après que les Espagnols s'étaient retirés du Montferrat. Par contre, le plus habile des diplomates savoyards, Alexandre Scaglia, était contre cette paix ; depuis Madrid il cherchait à convaincre Victor-Amédée I^{er} de ne pas s'allier à la couronne transalpine. L'abbé était persuadé de l'absolue nécessité de chasser la France de tout le territoire piémontais.

Cependant le 6 avril 1631 à Cherasco fut signé un accord, par lequel l'Empereur et le roi Très-chrétien rendaient exécutoires les décisions prises à Ratisbonne au sujet de l'Italie. Cet accord confirmait la restitution du Montferrat aux Gonzague-Nevers, et établissait une récompense territoriale pour le Piémont. Les Impériaux devaient abandonner Mantoue et les Français laisser Suse et Avigliana³³. Le traité officiel fut associé toutefois à des négociations secrètes entre Victor-Amédée I^{er} et les ministres de Louis XIII, parmi lesquels Abel Servien eut un rôle important. Ces accords secrets établirent dans les faits l'alliance entre le duché de Savoie et la France.

Sur cette base, en plus des terres du Montferrat déjà occupées, le duc obtenait Alba et ses alentours, avec une grande partie des Langhe, mais la monarchie transalpine eut quant à elle Pignerol ; Victor-Amédée s'engageait à secourir, en cas de guerre, le roi Très-chrétien et ses alliés³⁴. Il s'agissait d'une solution qui admettait l'expansion du duché et reconnaît partiellement les ambitions dynasti-

³² Voir le texte in Duboin F.A., *Raccolta per ordine di materie delle leggi*, cit., t. XXIX, p. 176-181.

³³ *Ibid.*, p.188-195.

³⁴ *Ibid.*, p.181-187.

ques piémontaises, mais qui permettait à la France de s'établir durablement dans la plaine du Pô un siècle après la bataille de Pavie.

La paix de Cherasco ne put se terminer par un seul traité, il fallut trouver une série d'accords bilatéraux qui avaient un dénominateur commun : l'exclusion de l'Espagne. Une nouvelle fois, après la paix de Ratisbonne, la monarchie catholique était mise au second plan dans des négociations internationales, en confirmant ainsi une crise hégémonique non seulement au niveau italien, mais aussi européen. On comprend ainsi le mécontentement affiché par les Espagnols et leur envie de revanche. Au final, Louis XIII restitua Suse, mais il garda Pignerol, dont la cession fut confirmée par le gouvernement piémontais par les traités de Mirafleur du 19 octobre 1631 et de Turin du 5 décembre 1632. Parmi ses signataires figurait encore une fois Abel Servien³⁵.

Après Cherasco la pression de la France sur l'État piémontais s'exerça davantage, profitant de l'atout dissuasif constitué par la possession de Pignerol et Casal. L'occupation française, comme l'a remarqué Giuliano Ferretti, a privé le duc de toute tentation de revenir dans le camp espagnol. C'était la première étape de la stratégie de Richelieu, qui voulait établir une alliance solide avec les petits duchés de la plaine du Pô, pour soustraire à l'Espagne le contrôle du Milanais³⁶. Ce sont là les bases politiques du traité de Rivoli signé en juillet 1635, par lequel Victor-Amédée I^{er} entra dans une ligue avec la France, Modène et Parme dans la perspective de conquérir le duché de Milan³⁷.

La cour de Madrid, bien consciente du tournant favorable à la France de la cour de Turin, avait cherché dans la même période à attirer vers elle les frères du duc, les princes Maurice et Thomas. Le premier, après son installation à Rome, quitta la protection de la France pour prendre celle de l'Empire. Thomas abandonna en 1634 la Savoie dont il était le gouverneur, et alla dans les Flandres, en passant au service espagnol en tant que général. Depuis quelque temps se trouvait à Bruxelles, comme par hasard, l'abbé Scaglia, l'homme qui avait défendu jusqu'à la fin une position hostile à l'installation des Français en Italie, et qui avait payé par l'exil son désaccord avec la politique du Piémont.

Les discordes au sein de la famille ducale s'aggravèrent après la mort soudaine de Victor-Amédée I^{er} (1637) et la désignation à la régence de son épouse Christine de France, immédiatement contestée par les princes beaux-frères. Contrairement à ce qui a été soutenu par presque toute l'historiographie du XIX^e siècle, Christine s'efforça de résister aux pressions françaises défendant

³⁵ *Ibid.*, p. 207-214.

³⁶ Cf. Ferretti G., « Au nom du droit », cit.

³⁷ Voir le texte in Duboin F.A., *Raccolta per ordine di materie delle leggi*, cit., t. XXIX, p. 215-218.

l'autonomie de la politique piémontaise à l'aide de ses plus fidèles conseillers tels le jésuite Pierre Monod et le comte Philippe Saint-Martin d'Aglié. Mais elle fut finalement obligée de renouveler l'alliance avec son frère Louis XIII, laissant Richelieu s'immiscer dans la politique du Duché.

Pierpaolo MERLIN
Université de Turin